



JEUNESSE

**UN AUTRE REGARD,
DE NOUVELLES POLITIQUES**

**RAPPORT DE
L'ENQUÊTE 2014**

**observatoire
de la jeunesse
solidaire**

LES JEUNES ET L'ENGAGEMENT POLITIQUE

- L'ENQUÊTE ANNUELLE AFEV-AUDIREP-FONDATION BNP PARIBAS
- LES RÉACTIONS D'EXPERTS, DE PERSONNALITÉS ET DE JEUNES ENGAGÉS DANS LES ASSOCIATIONS

Février 2014

Organisé par



Avec le soutien de



Avec la participation de



Notre démarche

Publication du **6ème rapport** de l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire

Chaque année, depuis 2009, l'Afev, premier réseau d'étudiants solidaires dans les quartiers populaires, publie une étude annuelle sur les enjeux liés à la jeunesse. Une démarche née de la volonté de comprendre le rapport de la société française à sa jeunesse en croisant les regards des Français et d'acteurs de la vie publique.

Cette enquête exclusive menée avec l'institut Audirep et avec le soutien de la Fondation BNP Paribas, porte sur le regard des Français sur les jeunes et les politiques publiques menées en faveur de la jeunesse. Elle est complétée par les contributions d'experts, de partenaires et par les témoignages des jeunes eux-mêmes.

Où en est la démocratie ?

Pour l'édition 2014, l'Observatoire de la jeunesse solidaire souhaite explorer la question de la participation des jeunes à la démocratie.

Une forme d'enlisement démocratique semble nous guetter, certains parlant même de la « fin de l'évidence démocratique »

(Loïc Blondiaux) ou de « démocratie de l'abstention » (Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen). Le non-vote (non-inscription sur les listes et abstention) est en augmentation constante. S'ajoute à ce constat une forme d'affaiblissement des corps intermédiaires qu'Alain Touraine qualifie de sortie de la « période du social ». Les partis politiques et les syndicats ne structurent plus le lien social, et une défiance forte de la société existe à leur endroit. Le glissement de l'opinion vers l'extrême droite peut être analysé comme une forme de rejet des partis traditionnels.

Dans les quartiers populaires, l'abstention est particulièrement marquée. Dès lors, il ne devient plus « politiquement rentable » de les représenter. Par ailleurs, dans ces mêmes territoires, les structures associatives sont fragilisées.

Différents travaux montrent qu'il y a rarement abstention quand il y a implication citoyenne et solidaire. Il devient donc impératif d'œuvrer pour une sensibilisation à la citoyenneté.

À partir du point de vue exprimé par les jeunes, il s'agit de faire émerger des propositions permettant de renouveler le fonctionnement de la démocratie.

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DU RAPPORT ET RÉAGISSEZ À CES RÉSULTATS SUR

www.jeunessesolidaire.org

Sommaire

→ Notre démarche	Page 2
→ Les acteurs du projet	Page 3
→ Un sondage exclusif	Page 4
Les jeunes s'intéressent à la politique	Page 4
Quelles propositions les jeunes font-ils ?	Page 5
→ Des données pour aller plus loin	Page 6
→ Le regard de la marraine, Cécile Van de Velde	Page 7
→ Les ressources et contributions des experts	Page 8
Céline Braconnier et Anacej	Page 8
Yaëlle Amsellem-Mainguy et Laurent Lardeux, Injep	Page 9
Loïc Blondiaux et Génération Quoi ?	Page 10
Anne Muxel et Forum Français de la Jeunesse	Page 11
Mikaël Garnier-Lavalley	Page 12
Marc-Olivier Padis	Page 12
Camille Peugny	Page 13
Arthur Dreyfus	Page 14
→ Et que disent les jeunes ?	Page 14
→ Poursuivre le débat avec l'Afev	Page 16

Les acteurs du projet

organisé par

L' AFEV

Avec ses 8000 étudiants solidaires en France, l'Afev est le premier réseau étudiant d'actions solidaires. Son action principale consiste en l'accompagnement individualisé d'enfants ou de jeunes des quartiers populaires en difficulté par des jeunes bénévoles. L'an dernier, ce sont ainsi près de 7 000 enfants et jeunes qui ont été accompagnés. L'Afev développe aussi de nouveaux terrains d'engagement avec le volontariat, les Kolocations à Projets Solidaires, des stages à vocation sociale et solidaire. En plus de l'Observatoire de la jeunesse solidaire, elle est à l'initiative de la Journée du refus de l'échec scolaire et de la démarche « Responsabilité sociétale des universités ».



www.afev.org

avec le soutien de

AUDIREP

AUDIREP est l'un des acteurs de référence du secteur des sondages en France depuis 1995. AUDIREP est une structure à taille humaine (25 personnes) avec un terrain téléphonique intégré (plateforme de 60 postes), propriétaire et développeur de sa plateforme on-line (Cawi et quali on-line) et disposant d'un terrain face à face conséquent (5000 enquêteurs France entière). AUDIREP intervient également à l'international, en s'appuyant sur un réseau de partenaires à son image.



www.audirep.fr

LA FONDATION BNP PARIBAS

Placée sous l'égide de la Fondation de France, la Fondation BNP Paribas s'attache à développer ses programmes en faveur de la culture, la solidarité, l'éducation, la recherche médicale et environnementale. Elle a fait de la question de l'égalité des chances en matière d'éducation un axe fort de sa politique et accompagne dans la durée les projets d'associations, d'écoles ou de collectivités en France et à l'international.



mecenat.bnpparibas.com

avec la participation de

L' ANACEJ

Créée pour promouvoir la participation des enfants et des jeunes à la décision publique et pour accompagner les collectivités locales dans la mise en place d'instances de participation, l'Anacej est aujourd'hui présente dans plusieurs centaines de villes, départements et régions en France.



www.anacej.asso.fr

L' INJEP

À la fois centre d'études et de recherches sur les pratiques et les attentes des jeunes et centre de ressources pour les acteurs des politiques de jeunesse et de l'éducation populaire, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire accompagne l'Afev dans son action depuis de nombreuses années.



www.injep.fr

L' OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS

L'Observatoire des inégalités est un organisme indépendant d'information et d'analyse sur les inégalités. Outre l'équipe permanente, il s'appuie sur un réseau de citoyens sensibilisés à la question des inégalités. L'Observatoire des inégalités dispose par ailleurs d'un conseil scientifique composé d'économistes, de philosophes, de sociologues et de juristes.



www.inegalites.fr

LE FORUM FRANÇAIS DE LA JEUNESSE

Le Forum Français de la Jeunesse (FFJ) s'est créé le 20 juin 2012. Il vit par la volonté des principales organisations gérées et animées par des jeunes de voir, en France, la jeunesse prendre la parole afin de faire avancer le débat public.



forumfrancaisjeunesse.fr

Et



www.alternatives-economiques.fr



www.letudiant.fr



www.blogzep.fr



generation-quoi.france2.fr

Un sondage exclusif



L'Observatoire de la jeunesse solidaire de l'Afev publie sa 6^{ème} enquête sur le thème de la place des jeunes dans la société. Après s'être intéressé en 2013 à l'autonomie des jeunes, l'Observatoire s'attache cette année à mieux comprendre le rapport des jeunes à la politique, leurs pratiques effectives, et les propositions leur semblant les plus à même de renouveler la démocratie.

Les jeunes s'intéressent à la politique

La défiance exprimée envers la politique ne doit pas être interprétée comme un désintérêt pour la chose publique. **Plus de la moitié (55 %) des jeunes déclare que la politique est importante dans leur vie**, plus de 8 jeunes sur 10 suivent son actualité.

Pour 55% des jeunes, la politique est une chose importante dans la vie

La participation électorale est élevée puisqu'elle concerne 75 % des jeunes (toute forme de participation confondue, par exemple les élections de délégués de classe). **Hormis le vote, la participation s'exprime avant tout dans des formes d'engagement politique non instituées**, plus que

dans le cadre d'une organisation, d'un parti ou d'un syndicat.

La moitié des jeunes déclare avoir déjà signé une pétition, près de 30 % ont déjà participé à une manifestation contre 5 % déclarant agir dans le cadre d'un syndicat et 7 % dans un parti politique. Les réseaux sociaux sont utilisés par 20 % des jeunes pour relayer des campagnes militantes.

Le niveau de participation électorale est moins élevé chez les jeunes à faible niveau d'étude (80 % à Bac + ; 62 % à Bac -). Cependant, **l'intérêt pour la vie politique reste important** puisque 75 % des personnes à faible niveau d'études suivent les actualités de la vie politique.

Méthodologie

Étude réalisée du 16 au 20 Décembre 2013, par téléphone, sur système CATI (Computer Assisted Telephone Interviews) auprès d'un échantillon national de 500 jeunes représentatifs de la population française âgés de 15 à 30 ans (RP INSEE 2010).

PROFIL DE L'ÉCHANTILLON

SEXE :

Hommes 50 %
Femmes 50 %

ÂGE :

15-17 ans 18 %
18-24 ans 47 %
25-30 ans 35 %

CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE :

CSP + 40 %
CSP - 45 %
Inactifs 15 %

RÉGION UDA :

Ile de France 21 %
Nord 8 %
Ouest 20 %
Est 15 %
Sud-Est 26 %
Sud-Ouest 10 %

ZONE D'HABITAT :

Centre-ville 49 %
Zone péri-urbaine 29 %
Milieu rural 22 %

LEUR PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE

» **Hormis le vote, les jeunes s'investissent avant tout dans des formes d'engagement politique non instituées** (signatures de pétition, participation à des manifestations), plus que dans le cadre d'une organisation, d'un parti ou d'un syndicat.

Étude Afev - Audirep - Fondation BNP Paribas, 2014



80%

suivent les actualités de la vie politique

» 75% des jeunes qui ont un niveau d'étude inférieur au Bac



75%

ont déjà voté

» 80% des jeunes qui ont un niveau d'étude Bac et supérieur

» 62% des jeunes qui ont un niveau d'étude inférieur au Bac



49%

ont déjà signé une pétition

» 36% des 15-17 ans considèrent que c'est un acte politique



28%

ont participé à une manifestation

» 37% des 15-17 ans



20%

ont utilisé les réseaux sociaux pour relayer des campagnes militantes



20%

ont fait grève



15%

ont déjà contacté un élu



7%

se sont investis dans un parti
5% dans un syndicat

« Force est de constater que ces jeunes souhaitent s'associer à ce débat directement et activement dans leur ville (8 jeunes sur 10 !) ; en outre, ils soulignent une volonté de voir la politique socialisée sur les bancs de l'école. Ainsi, l'intérêt pour la politique est là, même si ces jeunes peinent à se retrouver dans les offres politiques actuelles. » Cyril PLISSONNEAU, Directeur associé AUDIREP

QUELLES PROPOSITIONS LES JEUNES FONT-ILS ?

Première proposition : Agir davantage au sein des associations

Les jeunes s'engagent avant tout à une échelle locale et dans des actions de proximité. Ils expriment fortement leur envie de s'engager davantage au sein des associations (plus de 8 jeunes sur 10).

Par ailleurs, dans les faits, 7 jeunes sur 10 s'engagent par les modes de consommation responsables et 6 jeunes sur 10 en apportant une aide concrète ou un don à une personne ou une association.

“ Un acte politique peut être un acte du quotidien : consommer local, éthique, s'investir dans l'associatif, aller chercher de l'information. » FLORENT, 24 ans

Deuxième proposition : Participer plus directement à la démocratie

“ Nous n'avons jamais vraiment eu le temps à l'école de faire de l'éducation civique, la priorité était donnée à l'histoire géo. » LISA, 20 ans

“ Cet appel à une forme de socialisation politique par l'école républicaine doit être entendu. » Céline Braconnier, politologue

1 jeune sur 3 (et près de 40 % des 25-30 ans) ne se retrouve dans aucune offre politique. Pour autant, 6 jeunes sur 10 considèrent que les partis politiques et les syndicats demeurent des leviers importants pour le renouveau de la démocratie, à partir du moment où plus d'informations sur la manière de les rejoindre sont accessibles.

Plus de 8 jeunes sur 10 aspirent à la création de lieux de participation et de dialogue dans

leur ville sous la forme de conseils d'enfants et de jeunes.

Par ailleurs, la très grande majorité des jeunes souhaite qu'il y ait plus d'espaces d'explication sur la vie politique à l'école (78 %).

Enfin, inscrire une culture politique à l'école apparaîtrait pour les jeunes (8 jeunes sur 10) comme l'une des meilleures voies pour améliorer le fonctionnement de la démocratie (et de manière plus marquée chez les femmes).

Troisième proposition : Que leur voix soit prise en compte

“ Il y a une crise de la démocratie représentative. Les intérêts des jeunes ne sont pas du tout défendus. Il n'y a pas de lieux d'expression et de débat pour les jeunes. » SOPHIA, 21 ans

Plus de 7 jeunes sur 10 demandent une simplification des démarches administratives pour voter, une reconnaissance du vote blanc, une limitation dans le temps du nombre de mandats ou la réservation de sièges d'élus aux catégories les moins représentées (femmes, jeunes, minorités visibles).

Seulement 22 % de l'ensemble des jeunes pensent que le vote dès 16 ans est un moyen de renouveler la démocratie, et un tiers des 15-17 ans.

“ C'est l'avènement d'une génération presque plus critique, plus "démocratique" que la précédente, vis-à-vis de la participation politique et du contrôle des informations. » Cécile Van de Velde, sociologue et marraine de l'Observatoire

LEURS PROPOSITIONS POUR RENOUVELER LA DÉMOCRATIE

➔ 78 % des jeunes souhaitent qu'il y ait plus d'espaces d'explication sur la vie politique à l'école.

Étude Afév - Audirep - Fondation BNP Paribas, 2014

➔ AGIR DAVANTAGE AU SEIN DES ASSOCIATIONS



8 jeunes sur 10 demandent plus de possibilités d'engagement au sein des associations



7 jeunes sur 10 s'engagent par les modes de consommation responsables
6 jeunes sur 10 s'engagent par une aide concrète ou un don à une personne ou une association

➔ EXPÉRIMENTER DAVANTAGE LA DÉMOCRATIE



1 jeune sur 3 ne se retrouve dans aucune offre politique
➔ 40 % des 25-30 ans



84% des jeunes souhaitent qu'il y ait davantage de possibilités de participer à un conseil d'enfants et de jeunes dans sa ville
6 jeunes sur 10 souhaitent qu'il y ait plus d'informations sur la manière de rejoindre un parti politique ou un syndicat
➔ **71% des 15-17 ans** pensent que « Avoir plus d'informations sur la manière de rejoindre un syndicat » est un moyen d'améliorer le fonctionnement de la démocratie.

➔ QUE LEUR VOIX SOIT PRISE EN COMPTE



7 jeunes sur 10
➔ demandent une simplification des démarches administratives
➔ une reconnaissance du vote blanc
➔ une limitation dans le temps du nombre de mandats ou la réservation de sièges d'élus aux catégories les moins représentées (femmes, jeunes, minorités visibles)

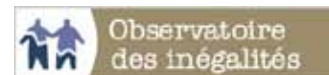


1/3 des 15-17 ans pensent que le vote dès 16 ans est un moyen de renouveler la démocratie contre 23% de l'ensemble des jeunes



Pour **61% de l'ensemble des personnes interrogées** « Avoir plus d'informations sur la manière de rejoindre un parti politique » est un moyen d'améliorer le fonctionnement de la démocratie, contre 68% des personnes les moins qualifiées.

Des données pour aller plus loin



Les travaux de l'Observatoire des inégalités apportent un éclairage complémentaire à notre enquête, en particulier sur les **critères sociaux de l'abstention**.

En 2012, un Français sur cinq n'a voté à aucune élection, ni à la présidentielle ni aux législatives. L'âge et le niveau de diplôme restent des facteurs déterminants de la participation aux scrutins. En revanche, le fait d'être d'origine immigrée compte peu.

13 % des inscrits sur les listes électorales se sont abstenus aux deux tours de la présidentielle de 2012 et 12 % n'ont voté à aucun scrutin, ni à la présidentielle, ni aux législatives qui ont suivies.

LES PLUS ÂGÉS ET LES TRÈS JEUNES S'ABSTIENNENT PLUS SOUVENT

Les plus âgés sont les plus nombreux à s'être abstenus : 25 % parmi les plus de 75 ans, du fait parfois d'une mobilité plus réduite mais aussi, sans doute, du sentiment que l'enjeu est désormais moins grand pour eux, contrairement à ceux qui ont l'avenir devant eux. Mais 19 % des personnes de moins de 25 ans n'ont pas voté non plus, contre 10 % des 30 à 59 ans.

AUTRE FACTEUR DÉTERMINANT DU VOTE : LE NIVEAU DE DIPLÔME

83 % des diplômés du supérieur ont voté aux deux tours de la présidentielle en 2012 contre 67 % des non-diplômés, soit 10 points en-dessous de la moyenne (77 % de votants). Les non-diplômés sont aussi moins souvent inscrits sur les listes électorales que les diplômés du supérieur : respectivement 85 % et 96 %.

La participation électorale
Selon le diplôme des votants
Unité : %

	Sans diplôme	Inférieur au bac	Bac	Supérieur au bac	Ensemble
A voté aux deux tours	67	76	77	83	77
N'a voté qu'au 1er tour	4	5	5	4	5
N'a voté qu'au 2e tour	6	6	7	6	6
N'a voté à aucun des deux tours	23	13	11	7	13
Ensemble des inscrits	100	100	100	100	100

Champ : Français inscrits sur les listes électorales en France métropolitaine, résidant en France.

Source : Insee, enquête participation électorale 2012

LE FAIT D'ÊTRE D'ORIGINE IMMIGRÉE COMPTE PEU

www.inegalites.fr

L'inscription sur les listes électorales
Selon le pays de naissance et le diplôme des inscrits
Unité : %

	Sans diplôme	Inférieur au bac	Bac	Supérieur au bac	Ensemble
France	88	94	95	97	94
Etranger	64	77	77	83	75
- dont immigrés*	60	68	69	76	67
- dont nés Français à l'étranger	74	86	89	90	85
Ensemble	85	93	94	96	93

* immigrés : nés étrangers à l'étranger. Champ : Français nés avant le 21 avril 1994, résidant en France métropolitaine. Lecture : 94 % des Français nés en France qui ont le bac sont inscrits sur les listes électorales contre 69 % des bacheliers immigrés.

Source : Insee, enquête participation électorale 2012

Les Français d'origine immigrée (pour ceux qui ont acquis la nationalité française) participent autant que le reste de la population aux élections : 89 % d'entre eux ont voté à l'élection présidentielle et législatives en 2012, contre 88 % de la population née française. L'écart entre Français d'origine immigrée et les autres se situe davantage dans le fait d'être inscrit ou non sur les listes : c'est le cas de 67 % des immigrés ayant la nationalité française contre 94 % des Français nés en France. Là encore, l'effet de diplôme joue : 60 % des Français originaires d'un autre pays non diplômés sont inscrits contre 76 % de ceux qui sont diplômés du supérieur.

VOTE ET CATÉGORIE SOCIALE

L'Insee note également que la catégorie sociale joue pour beaucoup dans le fait d'être inscrit ou non sur les listes électorales, les plus défavorisés délaissant « plus souvent que les autres la possibilité de s'exprimer par le vote »¹. « Les ouvriers et les employés sont moins inscrits que les cadres, les chômeurs moins que les personnes qui ont un emploi. », ajoutent les auteurs. Au moment de voter, les chômeurs sont plus abstentionnistes que les personnes qui occupent un emploi.

1 « L'inscription et la participation électorales en 2012 », Insee première n°1411, Insee, septembre 2012.

Le regard de la marraine de l'Observatoire

Depuis 2010, la sociologue Cécile Van de Velde est la marraine de l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire. Parmi ses domaines d'études, les mobilisations sociales de jeunesse depuis la crise financière, la solitude en France au fil des âges de la vie, et une comparaison entre jeunes européennes axée sur le retour de la famille face à la crise.



© CVDV

→ CÉCILE VAN DE VELDE

Sociologue, enseignant-chercheur à l'EHESS, membre de l'Equipe de Recherche sur les Inégalités Sociales du Centre Maurice Halbwachs (CNRS/EHESS/ENS), auteur de *Devenir adulte : sociologie comparée de la jeunesse en Europe* (PUF, 2008) et personnalité référente pour l'enquête *Génération Quoi ?* (FranceTélévisions / Upian / Yamiz)

Afev Quelle a été votre impression générale à la lecture de ces résultats ?

Cécile Van de Velde Poursuivant ma recherche comparative sur des mouvements sociaux tels que les Indignés ou le Printemps Erable (au Québec, ndr), je ne travaille pas directement sur le rapport de l'ensemble des jeunes à la politique en France. Pour autant, ici, le fait qu'une bonne moitié de jeunes se déclare intéressée par la politique me semble plutôt positif, et rejoindre un certain nombre d'enquêtes, dont celles de « Génération quoi ? ». Ces deux moitiés inégalement intéressées semblent bien ancrées, et je ne trouve finalement pas ce chiffre de 55 % si inquiétant. Pour Anne Muxel et d'autres chercheurs anglo-saxons, entre 18 et 25 ans environ, il y a une sorte de « moratoire politique », une période avant l'installation réelle dans la vie active où l'intérêt pour la chose politique met du temps à se stabiliser. L'autre point qui m'a frappée est le crédit accordé aux réseaux sociaux et aux sources alternatives d'accès à l'information. C'est l'avènement d'une génération presque plus critique, plus « démocratique » que la précédente, vis-à-vis de la participation politique et du contrôle des informations.

Liée à la défiance à l'égard des partis, des médias traditionnels ?

CVDV Oui. Cette défiance, que l'on associe souvent à une démarche de retrait, correspond selon moi à une génération qui défend au contraire plus fermement la démocratie, plus impliquée notamment localement, dans des gestes conçus comme politiques au quotidien, dans leurs interactions au jour le jour... On peut y lire une réappropriation plus personnelle, plus intime des enjeux sociétaux, environnementaux... Plus nette chez les diplômés, cette attitude n'en est pas moins très visible sur la jeune génération d'aujourd'hui.

Dans les entretiens qualitatifs que je réalise en ce moment, je vois que de manière transnationale, certains « actes » sont de plus en plus souvent considérés par les jeunes comme politiques, alors qu'ils l'étaient moins auparavant : multiplication des sources d'information

(y compris alternatives), consommation équitable, dons à des personnes ou des associations, etc. Un moyen, dans tous les cas, de reprendre pied, de retrouver une emprise sur une société, sur un environnement dont ils sentent que les responsables politiques, la sphère médiatique les tiennent écartés. C'est une réelle réappropriation du politique qui, sans exclure les institutions classiques – comme le vote, le parti –, enrichit la palette des formes d'action envisageables. Un tiers des jeunes qui estiment « politique » de consommer des produits issus du commerce équitable, et/ou faire des dons, ce n'est pas rien – et cette tendance est encore plus marquée chez les 15-17 ans... À ce titre, migrer, arrêter ses études, s'orienter autrement, participer de la même démarche. À défaut de changer les vies en faisant aveuglément confiance à un personnel politique qui nous semble éloigné de leurs enjeux personnels, on change sa vie.

On peut y lire une réappropriation plus personnelle, plus intime des enjeux sociétaux, environnementaux...

Il s'agit donc d'un rapport au politique propre à cette jeunesse ?

CVDV L'effet d'âge se double d'un effet de génération, comme l'a récemment démontré un article du politologue Vincent Tiberj : il y a une montée des non-alignés, de jeunes se mettant à distance du processus démocratique traditionnel. Des jeunes des années 70 à ceux d'aujourd'hui, on assiste à un effet de cohorte croissant : après la droitisation des baby-boomers, les cohortes se placent de plus en plus volontiers à gauche au fil du temps, avec un non-alignement toujours plus marqué. Aujourd'hui, la jeune génération – en particulier diplômée – se trouve, de manière transnationale, au paroxysme de cette évolution : défiance vive à l'égard des politiques et des médias traditionnels – mis dans le même panier –, usage suraigu des médias alternatifs, et désir de reprendre les rênes de sa vie. D'ailleurs, comme indiqué dans le sondage, pour ces générations, même l'idée d'un vote rendu obligatoire ne recueille pas une grande adhésion : comme tout ce qui est obligatoire, puisqu'ils veulent être acteurs conscients. •

Les ressources et contributions des experts

En 2014, l'Observatoire mène l'enquête sur « Les jeunes et l'engagement politique » avec la contribution d'une dizaine de personnalités de la vie civile et politique. **Sociologues, experts des questions de jeunesse mais aussi personnalités médiatiques et jeunes engagés s'expriment pour l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire.**

© SERVICE COMMUNICATION UCP



→ CÉLINE BRACONNIER

Professeur de sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise, co-auteure avec Jean-Yves Dormaguen de La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieux populaires (Folio, 2007)

Afey Quelles sont vos premières réactions à la lecture de ces résultats ?

Céline Braconnier Certains résultats confirment d'abord la distance que les jeunes entretiennent à la politique institutionnelle. Loin derrière la famille, l'emploi, les amis ou les études, elle ne compte que pour un jeune sur deux, et moins encore pour les filles que pour les garçons. Ces déclarations sont cohérentes avec celles portant sur leur comportement effectif. En dehors du vote, qui reste la pratique politique la mieux partagée du fait du scrutin présidentiel auquel ils participent massivement, les jeunes s'expriment peu dans l'espace public. Toutefois, l'enquête montre que ne pas se retrouver dans les formes traditionnelles de l'engagement politique partisan et syndical ne signifie pas pour autant se replier sur soi. Un jeune sur deux déclare avoir récemment soutenu une cause en signant une pétition, et la même proportion déclare avoir adopté une posture d'aide notamment dans un cadre associatif. De surcroît, et c'est un résultat surprenant au regard de ce qui est souvent dit de la méfiance et du rejet des partis et des syndicats par les jeunes, la majorité estime manquer d'informations sur la manière de s'engager dans ce type d'organisations. Aujourd'hui largement en retrait, ils n'en estiment pas moins qu'elles ont un rôle à jouer dans le renouvellement démocratique. Un résultat qui met en lumière le rôle joué par la méconnaissance et l'incompréhension dans le désengagement citoyen.

En quoi illustrent-ils ou enrichissent-ils la thèse de La démocratie de l'abstention ?

CB L'enquête éclaire la place ambivalente du vote dans notre démocratie. Il demeure la forme la plus courante et donc la plus égalitaire de participation civique, loin devant toutes les autres. Ces jeunes qui nous disent majoritairement ne pas s'intéresser à la politique continuent en effet massivement de faire entendre leur voix à l'occasion du scrutin présidentiel : plus de 8 sur 10 se sont rendus aux urnes en 2012. Certes, ils se démobilisent dès que l'intensité de la campagne faiblit : en 2008, moins d'un jeune inscrit sur deux a participé à l'élection des conseillers municipaux. En même temps, le sondage montre l'attractivité du vote

pour ceux qui sont empêchés de l'exercer : un tiers des mineurs aimerait pouvoir voter à 16 ans. Surtout, trois quarts des enquêtés estiment qu'une simplification de la démarche d'inscription sur les listes électorales pourrait améliorer le fonctionnement démocratique. Preuve s'il en est et de l'attachement à la pratique électorale qui perdure malgré une participation de plus en plus intermittente, et de l'investissement trop important que requiert cette étape préalable au vote pour une grande majorité de citoyens. À ma connaissance, c'est la première fois qu'une enquête de cette nature met aussi clairement en évidence la difficulté, éprouvée par la génération qui a bénéficié de l'inscription d'office à 18 ans, de se réinscrire après un déménagement. Parce que les jeunes sont plus mobiles, ils sont particulièrement concernés et gênés par cette procédure.

Selon vous, quelles pistes seraient à explorer, pour favoriser l'engagement des jeunes ?

CB Il faut d'abord se résoudre à simplifier la démarche d'inscription électorale, voire à la rendre automatique pour tous et tout au long de la vie, ce qui reviendrait à en supprimer le coût pour les citoyens. Mais je suis également particulièrement sensible à la place que ces jeunes voudraient voir confiée à l'école dans l'amélioration du fonctionnement démocratique. Ils sont les mieux placés pour nous dire qu'elle ne les a pas aidés à se repérer dans l'espace politique, et qu'ils le regrettent. C'est une manière de dire qu'il leur manque des clés de compréhension et que la télévision, qui constitue encore à ce jour et pour la grande majorité d'entre eux le vecteur essentiel d'information, n'est pas suffisante. Cet appel à une forme de socialisation politique par l'école républicaine doit être entendu. Il revient à la République d'engager la lutte contre les très fortes inégalités politiques qui se transmettent aujourd'hui en héritage via les familles sans pouvoir être neutralisées ni compensées. Et l'école, comme ensuite l'université, sont les mieux placées pour alimenter au profit du plus grand nombre le terreau de l'engagement citoyen en offrant des clés de compréhension d'un monde aujourd'hui largement ésotérique, et la valorisation des premières formes qu'elle peut prendre. •

→ LE VOTE ET LES JEUNES EN 2014



Le comportement des jeunes au moment des élections, l'intérêt qu'ils y prêtent, leurs attentes, restent méconnus. Un seul constat persiste. Les jeunes se mobilisent moins que leurs aînés au moment des élections. Ils seraient donc dépolitisés, et désengagés.

Pourtant, l'expérience quotidienne de l'Anacej dans les conseils de jeunes et d'enfants prouve que leur intérêt pour la chose publique ne diminue pas, bien au contraire.

Dès 2011, l'Anacej a engagé un travail pour évaluer l'implication des primo-votants au moment de l'élection présidentielle de 2012 dont les premiers résultats confirment ces impressions.

L'Anacej a donc souhaité profiter des échéances électorales de 2014, qui devraient voir arriver 1,3 million de primo-votants, 2013 ayant été une année sans élection, pour lancer une étude sur l'expérience et les perceptions des primo-votants, principalement pour les raisons suivantes :

- La participation électorale aux deux premières échéances de notre vie tend à déterminer de manière extrêmement élevée l'ensemble de notre participation future.

(...)

→ « DU POURQUOI AU COMMENT FAIRE DE LA POLITIQUE : REGARDS SUR LES 15-30 ANS »



→ **YAËLLE AMSELLEM-MAINGUY**, chargée d'études et de recherche, INJEP

→ **LAURENT LARDEUX**, chargé d'études et de recherche, INJEP

Les jeunes sont en train de recomposer leur rapport à la politique notamment en raison de la crise économique qui bouleverse leur projection dans l'avenir, puisqu'ils partagent le sentiment qu'ils auront une situation moins bien que celle de leurs aînés¹. Dans ce contexte, on constate une certaine défiance à l'égard du politique qui ne peut être confondue avec un désintérêt. En effet, si les jeunes plébiscitent la santé (99 %) la famille (97 %), ou encore les amis (93 %) comme domaines les plus importants de leur vie, la politique n'arrive que bien après (importante pour 55 % des jeunes interrogés)². Pourtant, près de la moitié des 15-30 ans interrogés déclare s'y intéresser, les filles moins que les garçons (45 % contre 53 %). Cela s'explique par une socialisation politique différenciée, marquée par « la prégnance d'un modèle masculin d'interprétation de l'intérêt comme de l'engagement politique »³. Dès lors on peut s'interroger sur l'interprétation que les jeunes font du mot « politique » et de ce qu'ils mettent derrière. Car lorsqu'on les interroge sur le sens des actes près de 9 sur 10 déclarent que voter est un acte politique, 7 sur 10 manifester et 6 sur 10 signer une pétition. Du côté des actions, les trois-quarts des jeunes enquêtés ont déjà voté, près d'un tiers a participé à une manifestation et la moitié a déjà signé une pétition. Phénomène générationnel, l'attachement à la manifestation s'affirme d'autant plus qu'on est jeune. Aux modes traditionnels et institutionnels de participation politique sont préférées des formes d'action plus individualisées⁴ et plus concrètes.

Bernard Roudet a souvent souligné combien cette individualisation des choix ne peut être confondue avec un individualisme des comportements. La volonté de préserver son autonomie dans les engagements initiés prend le pas sur une implication permanente dans un parti ou un

syndicat⁵. C'est ainsi que lorsque ces jeunes sont interrogés sur les facteurs qui seraient à leurs yeux favorables à une amélioration de la démocratie, les réponses portent moins sur une modification du système électoral que sur la participation au sein des conseils d'enfants ou de jeunes (84 % des 15-30 ans) ou dans le cadre du secteur associatif (80 % des 15-30 ans). Mais cet attrait pour l'engagement associatif ne va pas forcément de pair avec une perte de confiance pour les formes de participation traditionnelles. Le vote ou l'investissement dans un parti restent considérés pour une très large majorité d'entre eux comme un acte politique, même si les pratiques effectives restent « intermittentes » s'agissant de la participation électorale⁶, et très largement minoritaires concernant la participation dans un parti (seulement 7 % des 15-30 ans interrogés). En revanche, les actions les plus répandues, comme la participation à une association (56 %) le don (55 %), voire la consommation de produits issus du commerce équitable (68 %) sont celles qui sont le moins souvent considérées comme des actes politiques. Ces disjonctions profondes entre perception de l'acte politique et pratique effective, entre représentation et régimes d'action, nous incitent à réfléchir moins en termes du « pourquoi » que du « comment », moins sur les raisons de l'engagement (les jeunes plus que d'autres catégories de population devraient-ils justifier leur engagement ?) que sur les moyens et les outils collectifs, informels aussi bien que formels, par le biais desquels ils s'investissent dans le champ politique. Les jeunes ne s'engagent pas seulement pour des actions davantage tournées sur la cité ou sur des relations de proximité, l'engagement prend aussi plus largement la forme d'une « lutte pour la reconnaissance »⁷ des individualités et d'un travail de légitimation des actions collectives entreprises afin de favoriser la fluidité des échanges entre le « formel » et l'« informel » de la participation politique. •

1 Muxel A. 2011, *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po

2 Ce que montrent également les résultats des enquêtes sur les valeurs des jeunes, voir B.Roudet in *Atlas des jeunes en France*, 2012, Autrement, p. 72

3 Muxel A., 2001, « Socialisation en lien politique » dans T.Bloss, *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF

4 Roudet B., 2010, « Liens à la politique. Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires », *Jeunesses : études et synthèses*, n°2, INJEP

5 Roudet B., 2011, « Participation associative : des jeunes plus engagés dans la vie de la cité », *Jeunesses : études et synthèses*, n°4, INJEP

6 Roudet B., 2012, « Les jeunes, la politique et la démocratie », in *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes français depuis 30 ans*, La documentation française, INJEP.

7 A. Honneth, 2013 (2000), *La lutte pour la reconnaissance*, Collection Folio essais, Gallimard

- Il n'y a pas de signe d'un désintérêt de principe pour la chose politique, mais au contraire un appétit de participation qui se heurte à la perception d'une offre politique largement décalée.
- Les jeunes « exclus », ou encore inactifs, ne sont pas désintéressés mais recherchent des modes d'action qui leur correspondent davantage.
- Les choix institutionnels et organisationnels sur les élections, ont un impact extrêmement élevé sur la perception qu'ont les primo-votants de la démocratie, la qualité de la représentation, et sur leurs comportements effectifs.

L'étude sera conduite sur les deux échéances électorales de 2014. L'objectif est à la fois de comprendre ce qui limite la participation des jeunes aux élections, leurs souhaits ainsi que les effets potentiels de plusieurs mesures possibles visant à accroître cette participation électorale.

Les résultats de cette étude seront présentés lors de l'Assemblée générale de l'Anacej le 25 juin 2014 à Montpellier. Un rapport intermédiaire sera présenté en avril 2014 à Lyon.



→ LOÏC BLONDIAUX

Enseignant-chercheur en science politique, professeur à l'université Paris-1, cofondateur de la revue Politix et auteur de Le nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative (Le Seuil, 2008).

Afev Quelles furent vos premières impressions à la lecture de ce sondage ?

Loïc Blondiaux En premier lieu, de manière très contre-intuitive par rapport à l'histoire politique française, les jeunes qui se classent à droite semblent globalement plus intéressés que les autres. Certes, on peut déceler un effet de conjoncture, du contexte actuel – la forte mobilisation de l'électorat de droite –, mais la mobilisation massive demeurerait, depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, l'apanage de la gauche. Aujourd'hui, on retrouve à droite un degré de mobilisation comparable à celui de l'entre-deux-guerres.

De la même façon, contre tous les discours « de sens commun », je considère comme plutôt favorable le fait que plus de la moitié des jeunes interrogés considère la politique comme « importante » ou « très importante ». Et qu'un cinquième seulement d'entre eux se tiennent volontairement à l'écart de la politique – ce que je qualifierais de seuil d'apolitisme incompressible, chez les jeunes comme dans l'ensemble de la population.

En somme, un intérêt général pour la politique coexiste avec une absence d'engagement, d'investissement dans les lieux traditionnels de la politique – l'isoloir en tête.

En revanche, en tant que partisan, avec Pierre Bourdieu, de l'idée selon laquelle « la jeunesse n'est qu'un mot » – puisqu'il en existe plusieurs sortes, selon leurs trajectoires d'expérience, catégories sociales, etc. –, j'ai été surpris par un point : il n'y a pas d'écart important selon le niveau d'études, ou du moins un écart très faible dans les réponses en fonction de ce critère. L'échantillon est-il « biaisé par le haut », sa composition reflétant selon moi une relative sur-représentation des plus diplômés ? Je me pose la question.

Et certains chiffres confirment-ils des travaux ou des intuitions ?

LB Oui, les jeunes continuent par exemple – à l'instar de l'ensemble de leurs concitoyens – à considérer la télévision comme source d'information principale, a fortiori pendant les campagnes présidentielles. Ceci va à l'encontre de l'impression, omniprésente, d'un déclin des médias traditionnels face aux nouveaux médias – dont les réseaux sociaux. Non, la télévision demeure un média d'influence, ce qui est confirmé par différents travaux de sociologie menés parallèlement à votre enquête.

Quant au faible écart dans les réponses entre les jeunes hommes et femmes de l'échantillon, je trouve plutôt qu'il conforte le résultat des autres enquêtes.

“Un intérêt général pour la politique coexiste avec une absence d'engagement, d'investissement dans les lieux traditionnels de la politique.”

En particulier, la « fin de l'évidence démocratique » – que vous avez constatée au cours de vos travaux – ressort-elle de cette enquête ?

LB Les propositions soumises aux jeunes interrogés, visant à « améliorer le fonctionnement de la démocratie », ont majoritairement recueilli entre 75 et 90 % d'adhésion : ces chiffres dénotent une volonté de réforme et de transformation importante de la démocratie telle qu'elle est pratiquée de nos jours. Cette sensation s'ancre dans des représentations très contemporaines de notre système politique : aujourd'hui, en France, pour la grande majorité de la population, le système démocratique ne fonctionne pas bien – c'est un fait. Or les jeunes ne font pas exception, vis-à-vis de cette désaffection générale.

Ainsi, dans ce sondage comme dans toutes les enquêtes de ce type, les sondés se montrent très favorables à l'idée d'ouvrir, d'élargir l'éventail de la représentation politique, par exemple, même s'il ne faut pas s'y tromper : les gens sont toujours théoriquement d'accord avec le fait d'avoir plus de moyens d'action, même si, dans leurs comportements réels, constatés, ils n'en font que très inégalement usage. Se positionner comme ouvert d'esprit, sur le principe, ne mange pas de pain. Ce qui ne nous empêchera pas de constater une réelle adhésion, ici encore, à des propositions de réformes relativement importantes. Seule l'idée du vote obligatoire, historiquement, ne parvient pas à « prendre » en France, alors même qu'elle m'apparaît – à condition d'être accolée à la reconnaissance du vote blanc – comme l'une des solutions positives envisageables pour pallier la crise de participation politique. •

→ LA GRANDE ENQUÊTE « GÉNÉRATION QUOI ? »

GÉNÉRATION QUOI ?

Méconnue, incomprise, peu écoutée : la Génération des 18-34 en France, celle qu'on appelle parfois génération Y, reste pour beaucoup un mystère. Pour la première fois, France Télévisions, en partenariat avec Yami 2 et Upian, lance une grande enquête nationale destinée à tous (et pas seulement aux jeunes) pour lever le voile et faire le portrait d'une génération. <http://generation-quoi.france2.fr>

Focus sur le portrait « Tous pourris »

- T'es-tu déjà engagé dans une organisation politique ? 54 % répondent "Non et ça ne m'intéresse pas !"
- As-tu confiance en la politique ? 45 % répondent "Pas du tout confiance" (contre 13% qui se disent en confiance)
- Fais-tu confiance aux syndicats ? 28 % répondent "Pas du tout confiance" ; 26 % se disent en confiance
- Fais-tu confiance aux organisations humanitaires ? 52 % se disent en confiance (7 % n'ont "Pas du tout confiance")

→ Source : <http://generation-quoi.france2.fr/portrait/tous-pourris/datas> 10 février 2014



→ ANNE MUXEL

Sociologue et directrice de recherche CNRS en sciences politiques au CEVIPOF, auteur de Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement (Seuil, 2010).

Afey Comment analysez-vous les résultats de ce sondage ?

Anne Muxel Dans leurs grandes lignes, les résultats sont solides, confortés par d'autres enquêtes. On y relève les signes évidents d'une politisation de la jeunesse, depuis quelques années. Cela va à l'encontre des idées reçues : 55 % des jeunes s'intéressant à la politique, cela ne diffère pas réellement de l'ensemble de la population française. En revanche, on remarque que cette politisation est désormais plus sensible sur les jeunes se positionnant à droite que chez les autres, sans doute du fait du passage de la droite dans l'opposition et des mobilisations récentes. Mais globalement, la majorité des jeunes se classe au centre ou ne se positionne pas sur une échelle gauche/droite.

La politisation ne s'organise plus seulement autour des clivages traditionnels, et notamment du clivage gauche-droite. Dans les jeunes générations, cette bipartition de l'espace politique est moins nette, tant en termes de représentations que de comportements. D'autres lignes de fractures ou d'opposition sont recherchées.

En outre, le « gender gap » subsiste non dans la réalité des pratiques politiques, mais dans les attitudes et dans les dispositions à l'égard de la politique : les jeunes femmes conservent plus souvent une position de retrait et se montrent moins intéressées.

Et au niveau des comportements politiques effectifs ?

AM Beaucoup d'indicateurs ressortent de l'enquête : les jeunes suivent la politique massivement via les médias traditionnels (télévision, radio), vecteurs principaux, même si Internet et les réseaux sociaux sont fréquentés régulièrement par un tiers des jeunes interrogés. Dans le même ordre d'idée, je suis sans doute de nature optimiste, mais le fait qu'un jeune sur cinq déclare lire la presse écrite m'apparaît plutôt encourageant.

En outre, le vote demeure, de loin, l'acte de participation politique le plus pratiqué, et le mieux reconnu : si les jeunes ont une pratique intermittente de celui-ci, il n'est pas totalement désinvesti dans les usages citoyens. Cela dit, et particulièrement chez les mineurs pour des raisons évidentes, le sondage confirme également le

rôle accordé à des actes politiques non conventionnels : la moitié des jeunes a déjà signé une pétition, un tiers a déjà manifesté... Ainsi, la jeunesse continue de s'appuyer sur des formes traditionnelles, tout en articulant sa participation à des formes plus protestataires. Quant à l'absence d'attractivité des partis comme des syndicats, les jeunes ne nient pas leur utilité, mais estiment que « ça n'est pas pour eux ».

Ils s'illustrent enfin par de très fortes dispositions caritatives, par des préoccupations altruistes : leurs valeurs morales, humanitaires, généreuses, participent aussi de la recomposition de leur rapport à la politique.

La politisation ne s'organise plus seulement autour des clivages traditionnels.

Enfin, que dire des pistes proposées pour « améliorer la démocratie » ?

AM La jeunesse est équitablement partagée sur la question du vote obligatoire, dans un pays au sein duquel la mise en place de cette mesure serait forcément difficile [culture politique, réserve à l'égard de la contrainte et des sanctions]. Ainsi faut-il constater l'existence d'un hiatus entre le fort abstentionnisme des jeunes et leur relative bienveillance à l'égard du vote obligatoire. Les jeunes sont paradoxalement conscients que l'abstention peut poser problème pour le bon fonctionnement de la démocratie.

En revanche, s'ils sont un peu mieux disposés que l'ensemble de la population à l'idée du droit de vote des étrangers aux élections locales, ils sont tout aussi circonspects à l'égard du droit de vote dès 16 ans. Cela dit, avant 1974, peu de Français étaient séduits par l'idée d'abaisser le droit de vote de 21 à 18 ans...

Pour le reste, – diversification des élus, reconnaissance du vote blanc, non-cumul des mandats, simplification des démarches – les jeunes, sur ces terrains, vont dans le sens d'une volonté de « démocratisation croissante de la démocratie participative ». Également frappant, et dans le bon sens, la très forte demande d'informations et d'outils que pourrait fournir l'école, afin de les aider à mieux se repérer dans les débats politiques. Cette demande mériterait d'être prise en compte, afin que la politique ne soit pas seulement relayée auprès des jeunes par des émissions satiriques ou par des discours de contestation radicale. •

→ DES PROPOSITIONS POUR FAVORISER LE VOTE ET LA PARTICIPATION DES JEUNES

Le Forum Français de la Jeunesse vit par la volonté des principales organisations gérées et animées par les jeunes. Celle de voir, en France, la jeunesse prendre la parole afin de faire avancer le débat public.



Par-delà leurs divergences, ces organisations sont convaincues que la jeunesse a une parole à apporter à notre société. C'est un impératif démocratique d'entendre cette parole. Celle d'une génération qui a du mal à se faire une place au sein des divers lieux de représentation.

La reconnaissance d'une meilleure place pour les jeunes au sein de notre société passe par l'analyse des fonctionnements démocratiques actuels. En ce sens, le Forum Français de la Jeunesse a publié, en janvier 2014, un Avis intitulé « Le vote et la participation des jeunes ».

Cet Avis porte plusieurs constats. Tout d'abord, celui d'une image erronée des jeunes et de leur participation citoyenne. Ainsi, l'image de jeunes irresponsables, égoïstes et désintéressés de la politique est encore trop souvent mise en avant quand ceux-ci présentent un fort attachement au système démocratique français et un intérêt croissant pour le domaine politique. De

plus, des changements politiques sont attendus pour une meilleure efficacité et des modes de décisions plus « horizontaux ». Les jeunes privilégient et développent alors actuellement de nouvelles formes de participation politique, plus directes.

Fort de ces constats, le Forum Français de la Jeunesse porte, au sein de cet Avis, plusieurs propositions concrètes d'actions. Celles-ci visent à permettre une meilleure participation de tous les citoyens aux processus démocratiques et sont réparties en 4 axes principaux : le développement des lieux de formation, d'information et d'expérimentation ; la simplification des démarches pour inciter les jeunes à s'exprimer ; la mise en place d'un processus de renouvellement ; la démocratisation de notre fonctionnement.

→ Retrouvez l'Avis du Forum Français de la Jeunesse sur : www.forumfrancaisjeunesse.fr

© DJJ



“ On est bien loin d’une « génération abstentionniste ».”

→ **MIKAËL GARNIER-LAVALLEY**

Délégué interministériel à la Jeunesse, co-auteur avec Clémentine Autain de Salauds de jeunes ! (Robert Laffont, 2006) et de Jeunes et médias : au-delà des clichés. Déconstruire les stéréotypes (INJEP, 2012).

Afev Que reprenez-vous en premier lieu des résultats de ce sondage ?

Mikaël Garnier-Lavalley Le plus étonnant, selon moi, c’est le plébiscite du vote. Il s’agit de fait du premier acte politique. Or, si l’on retire du panel les 15-17 ans, 91 % des jeunes auraient déjà voté à une élection ! On est bien loin d’une « génération abstentionniste », C’est une très bonne nouvelle.

De même que si le désintérêt des jeunes pour la politique est souvent souligné a priori, on remarque que les résultats du sondage sont paradoxaux : si la politique n’est pas forcément leur point d’attention prioritaire en tant que tel, leur intérêt est très vif pour toutes les questions et réflexions qui en découlent. Les jeunes considèrent comme politiques des actes qui n’étaient pas considérés, classiquement, comme tels, ils ont une façon plus souple de l’aborder : l’entrée en politique passe désormais par des actes rituels comme le fait de manifester, par exemple. On retrouve ici la confirmation des travaux d’Anne Muxel sur les jeunes et la politique.

Enfin, sur les moyens de s’informer, le sondage confirme une tendance lourde depuis quelques années : la télévision et la radio restent des médias de masse et demeurent les vecteurs principaux de l’acquisition d’informations, mais la progression est forte de la presse en ligne et des réseaux sociaux. Plus inquiétants, le désamour avec la presse écrite se confirme, ainsi que la distance avec les syndicats : 68 % des jeunes considèrent qu’être syndiqué constitue un acte politique, mais 5 % seulement en ont fait l’expérience. Le décalage est très net, trop net pour ne pas s’inquiéter.

Et concernant les pistes proposées pour améliorer la démocratie ?

MGL On relève là aussi un réel plébiscite de l’agir, sur l’ensemble des propositions – en particulier toutes celles, nombreuses, recueillant plus de 70 % d’opinions positives. De fait, pour améliorer le fonctionnement de la démocratie, il est fondamental de pouvoir agir, à son niveau comme au niveau de la collectivité. Or les jeunes veulent être utiles, et plébiscitent par exemple la participation à des conseils de jeunes – souvent minorés et qui trouvent là la confirmation de leur intérêt pour les jeunes. Il en va de même pour l’action au sein des associations, qui se classe en deuxième position.

Sur le rôle de l’école, le chiffre de 78 % est également important, et nécessite de coordonner une action très volontariste sur ce terrain : à ce titre, l’acte II de la vie lycéenne, sur lequel travaille le ministère de l’Éducation nationale, peut jouer un rôle décisif à la condition de ne pas se cantonner au cadre académique : plus de possibilités d’engagement, plus d’espaces d’explication, une inscription de l’apprentissage dans les programmes, mais aussi, la nécessité de se placer sur le terrain de la pratique. Le développement du Service civique est également une réponse concrète du gouvernement à ce désir d’être utile.

Ces résultats confirment notre souhait de valoriser toutes les initiatives et de rendre les jeunes acteurs et solidaires du projet collectif – ce qui demeure impossible sans possibilité de s’exprimer, d’être écoutés, d’être pris en compte. Il ne peut y avoir de politique publique efficace sans participation des jeunes. Il s’agit de bousculer réellement l’institution, comme nous essayons de le faire à travers le plan Priorité jeunesse, la dynamique du Comité interministériel à la jeunesse et ses déclinaisons dans les territoires. •

© Padis



“ L’amélioration de l’offre de militantisme (...) levier de la participation.”

→ **MARC-OLIVIER PADIS**

Directeur de la rédaction de la revue Esprit, membre fondateur du think tank Terra Nova, il a été le rapporteur (en 2001) des travaux de la commission « Jeunes et politiques publiques » du Commissariat général au Plan.

Afev Qu’avez-vous considéré comme frappant dans ces résultats ?

Marc-Olivier Padis La demande de participation qui en ressort est tout à fait intéressante : les actes que les jeunes considèrent comme politiques sont très inclusifs et expriment un désir d’être consultés et considérés comme des acteurs. Sur le versant négatif, on note de l’indifférence plutôt que de la contestation ou de la révolte. On est donc assez loin de l’image romantique de la jeunesse comme force insurrectionnelle. Il s’agit plutôt de combler une distance, une ignorance que d’imaginer une autre politique.

Et ce qui vous étonne ?

MOP Malgré le choix d’un éventail d’âge assez large, il est difficile de constater ici une réelle variation entre les âges : l’âge de la majorité, 18 ans, qui représente en principe une césure, joue assez peu, même si les réponses des 15-17 ans, logiquement, se situent plus dans la projection que dans l’expérience (du vote, de l’entrée dans la vie adulte, etc.) On

a le sentiment d’un continuum assez net, malgré l’absence de communauté d’expérience qui peut exister aujourd’hui entre un ado de 15 ans et un jeune adulte de 25 ans. Cela va à l’encontre de l’idée selon laquelle, à mesure que l’on avance en âge et qu’on franchit des étapes de l’autonomie, on a de bonnes raisons de s’intéresser à la politique, si bien qu’à 30 ans on rejoint la condition commune. Ici, la politique intéresse 48 % des 15-17 ans, 46 % des 18-24 ans, 53 % des 25-30 ans. Le mouvement d’ensemble montre bien un intérêt croissant à mesure qu’on grandit mais comment expliquer le creux des 18-24 ans ?

Peut-être peut-on y voir un léger « effet de génération » : les 25-30 ans ont pu être marqués par le 21 avril 2002 et les clivages forts des années Sarkozy, tandis que les 18-24 ans sont plus marqués par la crise ouverte en 2008 et le sentiment d’impuissance politique qui l’accompagne.

Un autre domaine de surprise ?

MOP Oui, on constate une plus grande demande de (...)

participation (en particulier dans la vie locale, dans la politique de proximité), mais une relativement faible demande de promotion de la diversité visible : les critiques à l'égard du cumul des mandats, du manque de représentation des minorités, et la demande d'un droit de vote pour les étrangers aux élections locales, notamment, me semblent peu affirmées ici.

Comment améliorer la situation, selon vous ?

MOP Pour améliorer la participation des jeunes à la vie politique, je pense qu'une piste importante n'apparaît pas dans le sondage : l'amélioration de l'offre de militantisme, qui me semble être le principal levier de la participation. Pour ce faire, une démarche active, de la part des institutions, des partis, est requise pour favoriser l'entrée des jeunes dans la sphère publique. Certes, on entend régulièrement une sorte de « discours d'emballage », de la part des élus politiques, qui s'alarment du désintérêt des jeunes vis-à-vis de la politique, mais que font-ils

concrètement pour s'adresser à eux ? Tout est rapidement neutralisé par les enjeux institutionnels internes, où l'on craint les bouleversements provoqués par l'arrivée des jeunes. Cette crispation est, heureusement, moins patente au sein des syndicats et du monde associatif.

Il faut savoir renvoyer les acteurs à leurs responsabilités : la façon dont sont aujourd'hui organisés les mouvements jeunes au sein des partis, entre sollicitude et méfiance, revient à parquer les énergies dans une sorte de « Club Mickey » en attendant de voir. Ce n'est évidemment pas suffisant.

Et le vote à 16 ans, une piste à creuser ?

MOP Non, une très mauvaise idée, qui recueille d'ailleurs peu d'adhésion, dans votre sondage (23 %). Le fait de déplacer le seuil d'entrée dans la vie politique ne changerait rien pour les jeunes. On peut simplement faire le pari qu'une telle mesure n'aurait pour seule conséquence qu'un accroissement de l'abstention. •

→ CAMILLE PEUGNY

*Sociologue et maître de conférences à l'université Paris-VIII, auteur en 2013 de **Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale** (Editions du Seuil), et personnalité référente pour l'enquête Génération Quoi ? (FranceTélévisions / Upian / Yamiz).*

Afev Ces résultats vous surprennent-ils ?

Camille Peugny Quand on y découvre que 55 % des jeunes interrogés considèrent la politique comme « importante » ou « très importante », on se dit que ce chiffre n'est pas aussi faible qu'on aurait pu le craindre. D'abord parce qu'il n'est pas sensiblement plus faible que ce qu'on peut observer pour les autres classes d'âge, dans d'autres enquêtes, et ensuite parce que l'ordre dans lequel les items sont proposés n'est pas anodin. En passant de sujets qui font consensus (la santé, la famille) à la politique ou la religion, on change totalement d'échelle. Autre chiffre, près d'un jeune homme sur cinq estime que la politique est très importante, tout comme près d'un jeune de moins de 17 ans sur cinq. Les jeunes femmes semblent légèrement en retrait (seules 9 % d'entre elles estiment que la politique est très importante), mais ce résultat confirme ce qu'ont montré les politistes depuis longtemps.

Et concernant les actes qu'ils considèrent comme politiques ?

CP Certes, les jeunes interrogés mentionnent d'abord et le plus souvent les actes politiques « traditionnels », comme voter ou adhérer à un parti politique. Mais le principal résultat ici me semble la montée de l'action politique « non conventionnelle », qui concerne certes l'ensemble de la population, mais dont les jeunes constituent véritablement le fer de lance. Entre cinq et sept jeunes sur dix selon les items considèrent que la grève, les campagnes sur les réseaux sociaux, la signature de pétitions, l'investissement associatif ou encore le port de badge ou d'autocollants constituent des actes politiques. Et du côté de la réalisation de l'acte, les résultats ne sont pas minces. 56 % des jeunes mentionnent un investissement associatif, la moitié d'entre eux a déjà signé une pétition, près de trois sur dix déclarent avoir déjà participé à une manifestation, et 20 % d'entre eux ont déjà participé à une grève, chiffre assez élevé pour des jeunes en étude ou entrés récemment dans le monde du travail. Ces chiffres montrent donc que les jeunes ne sont pas si éloignés que cela de la politique. Simplement, ils sont à la pointe de nouvelles formes d'actions qui essaient progressivement dans le reste de la population.

Que pensez-vous de leur réaction aux propositions émises pour améliorer le fonctionnement de la démocratie ?

CP Au-delà des mesures consensuelles arrivant dans les toutes premières positions, je remarque particulièrement la forte adhésion des jeunes à un strict non cumul des mandats pour les élus et à des politiques de discrimination positive visant à ménager des quotas de femmes, de jeunes ou pour les minorités dans les fonctions électives. Les trois-quarts des jeunes interrogés se montrent favorables à de telles mesures, ce qui est réellement massif. Ceci étant dit, je ne suis pas certain que si les jeunes élus étaient plus nombreux (ce qui serait souhaitable d'un point de vue symbolique, évidemment), le rapport à la politique des jeunes évoluerait sensiblement. Au-delà de la question de la représentativité, il y a surtout celle du discours tenu et des politiques publiques qui sont conduites. À chaque alternance politique, de jeunes députés font leur entrée à l'Assemblée nationale, portés par des vagues roses ou bleues. On ne peut pas dire qu'ils se sont fortement saisi des questions de jeunesse et, d'une manière générale, je ne suis pas certain qu'il faille nécessairement être jeune pour agir pour la jeunesse, femme pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, etc.

Face à l'absence de politiques visant à clairement améliorer la place des jeunes dans des sociétés vieillissantes, c'est le sentiment d'une indifférenciation politique qui se fait de plus en plus fréquent. Ici, 29 % des jeunes déclarent ne pas parvenir à se positionner sur un axe gauche-droite, et ce chiffre s'élève à 38 % pour les 25-30 ans. Au-delà, sur le plan politique, nous avons aussi deux jeunes. D'une part, des jeunes diplômés, intéressés par la politique mais insatisfaits par l'offre partisane existante et se reconnaissant davantage dans des formes d'actions non conventionnelles et mouvantes. De l'autre, souvent, des jeunes non diplômés, précarisés, ruraux ou périurbains et dont l'insatisfaction peut déboucher sur des attitudes autoritaires, à l'égard de l'immigration ou des questions de société. •

*Je ne suis pas certain
qu'il faille être jeune
pour agir pour la
jeunesse.*





Sommes-nous toujours dans un schéma de filiation ou de réaction ?

→ ARTHUR DREYFUS

27 ans, écrivain (*La synthèse du camphre*, Gallimard, 2010 – *Belle Famille*, Gallimard, 2012 – *Histoire de ma sexualité*, Gallimard, 2014), journaliste et animateur de l'émission quotidienne *Encore heureux* sur France Inter.

Afev Les résultats de ce sondage vous ont-ils surpris ?

Arthur Dreyfus Pour beaucoup de jeunes, aller voter constitue encore un acte politique fort, alors que ceux-ci m'apparaissent en général peu intéressés par la politique, arguant du fait que la machine roule sans eux, et que de toute façon, les choses se décident désormais en dehors de l'échelle du pays. En résulte une sorte de magma, au niveau de la compréhension du jeu politique, qui me donne l'impression que quand une Marine Le Pen parle de « l'UMPS », cela parle autant aux électeurs du Front national qu'aux jeunes dans leur grande majorité.

Ce désintérêt des jeunes vous paraît-il surprenant ?

AD Hormis le militantisme étudiant, l'on devient de plus en plus politique à mesure que l'on grandit, et la chose n'est pas nouvelle. Le positionnement politique est lié, pour une large part, à des problématiques financières – je veux dire, à l'argent que l'on gagne, comme à la place que nos moyens nous permettent d'occuper au sein de la société. Ici, par exemple, les 15-18 ans n'apparaissent pas très intéressés par la politique, ce qui me paraît logique : tant que vous n'avez pas commencé à payer des impôts sur vos premiers salaires sérieux, difficile de déterminer de manière consciente et réfléchie ce que vous pensez de tout cela. Au fil de l'existence des individus, j'ai la sensation qu'il y a plus de gens initialement de gauche qui finissent par passer à droite (le fameux embourgeoisement) que l'inverse. J'ai aussi, souvent, l'impression qu'avant ce moment décisif d'indépendance financière, qui marque vraiment leur entrée dans la vie d'adulte, les jeunes suivent seulement deux grands chemins : soit ils se révoltent contre leur milieu familial, soit ils entrent dans une logique de reproduction, et suivent l'exemple parental. La question est : sommes-nous toujours dans un schéma de filiation ou de réaction ?

Ainsi, les études joueraient un rôle prédominant dans le positionnement politique ?

AD Pour caricaturer, et même si ce n'est pas aussi blanc ou noir,

quand vous passez du temps à étudier, appartenant déjà donc à un groupe minoritaire, vous pouvez être incité par un futur niveau de vie élevé, d'une part, ou par la passion de l'apprentissage, et de la découverte, d'autre part. Même si ces voies ne sont pas inconciliables dans leurs fins, ces choix sont par nature politiques.

Ce rapport des jeunes à la politique vous paraît-il confirmé, dans les faits et votre entourage ?

AD Le milieu des médias et des journalistes m'apparaît centré par nature. Chacun a ses convictions mais il convient d'écouter tout le monde. Tout est relativisé. Quant aux récentes mobilisations de jeunes, il me semble évidemment qu'ils sont particulièrement réactifs sur des questions liées aux mœurs, comme le mariage pour tous – qu'ils y soient favorables ou opposés.

Et concernant les pistes proposées pour améliorer la démocratie, certaines vous plaisent-elles plus que d'autres ?

AD Sur le vote à 16 ans, je vais peut-être vous étonner, mais je suis plutôt partisan d'une augmentation de l'âge requis pour voter, à 21 ans par exemple, sinon à 25. Avant cet âge, aujourd'hui, avec l'allongement des études notamment, difficile de se faire une idée politique honnête. Quant au vote obligatoire, je considère que ce serait contre-productif : voilà qui enverrait surtout un mauvais signal. Idem pour les conseils de jeunes et d'enfants : je ne suis pas pour une vie politique à la grecque, avec une agora au sein de laquelle tout le monde devrait débattre du soir au matin. Il me semble plus profitable que les jeunes utilisent leur jeunesse pour lire, se cultiver, se nourrir l'esprit – ce ne sera jamais perdu, pour eux, et ils finiront bien par parler de politique toute leur vie malgré tout. En revanche, je ne suis pas opposé à la discrimination positive, même si je comprends les critiques qu'elle suscite. En ce qui concerne les femmes, notamment, j'y suis favorable, car elles constituent une « minorité majoritaire » : à ce titre, avec une meilleure parité, le déficit de confiance dû à la méthode de discrimination serait je crois rapidement compensé par la loi du nombre, et le constat évident de leurs compétences égales. •

Et que disent les jeunes ?

→ RENCONTRE AVEC DE JEUNES AMBASSADEURS DE L'AFEV

« Je trouve très réducteur de restreindre la politique à la participation à un parti politique. En tant que jeune on ne se sent pas représenté par les partis. C'est une crise de la démocratie représentative. Il suffit de voir le Parlement qui est censé représenter la population : on voit qu'il n'y a aucun jeune. Nos intérêts ne sont pas défendus, notre parole n'est pas entendue. Heureusement qu'il y a des associations qui sont des lieux de débats et d'expression »

→ JULES, Arras

« Le vote c'est le fondement de la démocratie. S'il n'y a plus de vote, il n'y a plus de démocratie. Mais une fois qu'on a voté, on est complètement éloigné du processus démocratique. On n'est jamais invité à réagir sur ce

qui se fait. On donne notre voix et ensuite on perd le contrôle. »

→ NOÉMIE, Saint Etienne

« Je ne suis pas engagée en politique car je n'arrive pas à me définir par un seul côté. Or avec les partis j'ai l'impression qu'on réduit mes idées qui sont plus complexes. C'est souvent très manichéen : il y a une ligne à suivre et pas une tête ne doit dépasser. Moi je n'ai pas envie de suivre une ligne. Je préfère m'engager dans une association. Je ne suis pas un programme, je sais ce que je fais, pourquoi et ce que ça change concrètement. »

→ JUSTINE, Grenoble

→ EXTRAITS DU BLOG ZEP WWW.BLOGZEP.FR

À l'initiative conjointe de l'Afev, *l'Étudiant*, et France Inter (émission *Périphéries*), ce blog a été conçu pour donner la parole aux jeunes. Il s'est imposé comme un espace original d'expression citoyenne en publiant au fil des semaines plus d'une centaine de textes, récits, témoignages de jeunes sur tous les sujets qui les concernent : l'école, l'orientation scolaire, l'emploi, le logement, l'argent, l'engagement citoyen, la sexualité, la famille...

La force de ce blog est de donner à voir une photographie de la jeunesse à travers des récits du quotidien, élaborés en toute liberté du choix des sujets et de la manière de les exprimer.

FAIRE QUELQUE CHOSE DE BIEN

« Être utile contre les inégalités, ce n'est pas seulement le slogan de nos tee-shirts, c'est aussi ce qu'on peut ressentir. On n'est pas forcément des héros et on ne changera pas le monde. Seulement, à notre échelle, on a vraiment l'impression de faire quelque chose de bien. Le « merci » des familles résonne bien plus que celui d'une commerçante qui te rend ta monnaie. Je crois que ce seul petit mot dit aussi sincèrement mérite tous les efforts du monde. Certes, on n'obtiendra pas le prix Nobel de la paix et on ne sera jamais vraiment la réincarnation de l'Abbé Pierre, mais notre service civique nous donne un rôle humain indéniable et, de manière plus que légitime, il nous rend fiers. »

→ **LUCIE**, 19 ans, volontaire en service civique, Saint Etienne

CHANGER D'OPINION

« Je suis née dans une famille qui vote à droite, où les Arabes et les Noirs sont mis dans un pot commun : celui des gens qui partent avec un handicap dans leur vie, qui ne s'habitueront jamais à la culture française, qui parlent fort dans la rue et restent enfermés dans leur langue maternelle. Celui dans lequel les Arabes sont forcément musulmans et les femmes musulmanes forcées à se voiler par leur père ou leur mari, et j'en passe. J'ai grandi avec ces préjugés là, mais j'étais bien décidée à changer d'opinion. [...] »

→ **NUMA**, 22 ans, étudiante, Paris

UN ENGAGEMENT OBLIGATOIRE

« Mon goût pour l'engagement, c'est une histoire de famille. Impossible de dire que je n'ai pas été influencée par les opinions de mes proches. Petite déjà, je marchais à côté de mes parents dans le cortège des enseignants. Ou plutôt je trainais les pieds, sans savoir où on allait, et pourquoi on était là. [...] Ma première manifestation, c'était en classe de seconde. Les « grands terminales »

organisaient la résistance contre les suppressions de postes. C'était marrant, une bonne excuse pour ne pas aller en cours. Petit à petit, le fait de participer à une grève, la rencontre avec d'autres lycéens engagés m'a fait prendre conscience des enjeux réels de l'engagement. [...] Au-delà du folklore, l'engagement est devenu à mes yeux presque obligatoire. Sans aller jusqu'à s'encarter, ce qui est vraiment important c'est de se forger une opinion et de la défendre. S'intéresser au monde, à la politique. [...] Je reste persuadée que seule l'action collective et le principe du rapport de force peuvent venir à bout d'un combat. Agir à son échelle, c'est bien pour sa conscience, mais ça n'a pas d'impact. »

→ **CHLOÉ**, étudiante à Sciences Po, Grenoble

PARTICIPER À LA LUTTE

« Je suis peut-être naïve et utopiste mais je veux croire que je peux changer le monde ! Après tout c'est le privilège de la jeunesse de croire que tout est possible. Dernièrement un ami me faisait très justement remarquer que je disais « nous » quand je parlais de mon boulot. Oui, à SOS Racisme, NOUS luttons contre toute forme de racisme et de discriminations. Et je suis ravie de participer à la lutte. »

→ **ÉMILIE**, 25 ans, volontaire en service civique, Grenoble

UNE PSEUDO-DÉMOCRATIE

« C'est à bâbord qu'on gueule, qu'on gueule... c'est à bâbord qu'on gueule le plus fort. Et reste tribord pour redoubler d'effort. On se serre les coudes sur ce radeau. Pas de gouvernail, sale météo. La boussole indique juste le mauvais sort. Le soleil brille à l'horizon, mais l'horizon fuit sans raison. [...] Les cales de notre pseudo-démocratie prennent la flotte. Comptez pas sur nous pour qu'on écope. On ramasse déjà assez comme ça. »

→ **MARIN**, 22 ans, étudiant, Paris

DES QUOTAS DE JEUNES

« Nous rêvons d'une société française qui intègre pleinement sa jeunesse dans les débats publics, qu'on la considère comme un interlocuteur à part entière, et non plus comme une entité qu'on consulte simplement pour donner l'illusion d'un lien inter-générationnel. Nous ne voulons plus de solutions élaborées et distillées par nos pairs. [...] Nous rêvons qu'une démocratie ouverte soit mise en œuvre. C'est-à-dire transparente, participative et collaborative. Nous voulons que les citoyens, jeunes et moins jeunes, puissent y prendre part autrement qu'en votant une fois tous les cinq ans. [...] Nous proposons donc que les mairies et les conseils régionaux intègrent concrètement un quota de jeunes à leurs effectifs par le biais de services civiques et d'emplois d'avenir. Et peut-être que les listes électorales pourraient comprendre elles-aussi un quota de jeunes élus comme c'est le cas pour la parité hommes/femmes. »

→ Extraits des vœux adressés sur ZEP par quinze jeunes de 16 à 27 ans, lycéens, étudiants, apprentis, salariés, volontaires en service civique... à François Hollande le 23 janvier 2013

DES RÉSULTATS ÉCOEURANTS

« A chaque élection, je me rends dans mon ancienne école pour aller voter. Les résultats que ma mère nous transmet sont toujours plus écoeurants. Par exemple, aux dernières élections législatives, le candidat du FN, un gamin de 21 ans, a fait 17% des suffrages. Je ne dis pas que toutes les campagnes de France sont dans cette peur de ce qui n'est pas gaulois, qu'en ville il n'existe pas de discrimination, de racisme, de peur. En tous les cas, ma vie, aujourd'hui et dans le futur, je ne la conçois qu'ailleurs, loin. Je suis campagnarde. Campagnarde refoulée. »

→ **ALICE**, 20 ans, étudiante en sciences du Langage, Rouen

Poursuivre le débat avec l'Afev

“ Osons le printemps démocratique ”

© Katy Bousquet Injep



→ **ÉLISE RENAUDIN,**
DIRECTRICE DÉLÉGUÉE

Les enquêtes sur la défiance croissante envers la vie politique, la montée de la pensée antisystème, le refuge probable de certains électeurs dans un vote d'extrême droite sont autant de signaux alarmants quant à la santé de notre système démocratique. Comment, dès lors que la confiance en nos institutions s'affaiblit, penser que le pacte social ne risque pas lui aussi d'être mis en difficulté ? Comment faire société, lorsque « l'heure est à la mini politique » selon Alain Touraine, quand le taux d'adhésion dans les partis politiques et syndicats est en baisse constante, quand l'abstention devient durable et massive, en particulier dans les milieux populaires ? Comment construire avec les nouvelles générations quand 30 % des jeunes et près de 40 % des 25-30 ans ne se reconnaissent dans aucune des propositions politiques ?

“ Appuyons-nous sur l'envie d'engagement dans la vie associative et la vie locale. ”

La défiance exprimée envers la politique ne doit pas pour autant être interprétée comme un désintérêt pour la chose publique. Plus de la moitié des jeunes déclarent que la politique est importante dans leur vie, plus de 8 jeunes sur 10 suivent son actualité.

Mais cette défiance sous-tend en elle une insatisfaction profonde quant au fonctionnement actuel d'un système démocratique, qui n'a pas encore pris le pas de la révolution suscitée par Internet et les réseaux sociaux :

l'horizontalisation des rapports sociaux, l'émergence de nouveaux lieux d'expression politique et la demande d'une plus grande prise en compte de la voix des citoyens. Ainsi, la reconnaissance du vote blanc, la réservation de sièges d'élus au profit des catégories les moins représentées comme les femmes, les jeunes, les minorités visibles, la limitation dans le temps du nombre de mandats par élu sont des mesures souhaitées par une large majorité des jeunes pour améliorer le fonctionnement de la démocratie.

Une large majorité des jeunes souhaitent également une facilitation des démarches administratives pour voter. Elargissons donc le choc de simplification à l'inscription électorale. Trop de personnes restent en effet non inscrites ou inscrites en dehors de leur lieu de résidence habituel.

Entendons l'appétence des jeunes pour une meilleure compréhension des enjeux politiques. Ils sont très nombreux à souhaiter plus d'espaces d'explication et de débats à l'Ecole, et la création de lieux de participation et de dialogue dans leur ville, les conseils d'enfants et de jeunes.

Dotons-nous des moyens nécessaires pour faire progresser la transparence dans l'action publique, encourager le débat, tenir compte de l'avis des citoyens. La démocratie y gagnerait un nouveau souffle.

Appuyons-nous sur l'envie d'engagement dans la vie associative et la vie locale. Plus de la moitié des jeunes déclarent déjà avoir agi dans une association ou en faveur d'une personne dans le besoin. 8 jeunes sur 10 pensent que l'action associative est un levier essentiel pour renouveler la démocratie. Ils sont par ailleurs nombreux à souhaiter qu'il soit plus facile de rejoindre un syndicat ou un parti politique.

Il y a de réelles raisons de croire en un renouveau de l'action collective, pour autant que les organisations associatives, politiques, syndicales, s'appuient sur la demande d'action concrète et de reconnaissance qui s'exprime. Faisons confiance à la jeunesse ! Osons le printemps démocratique pour ne pas risquer l'avènement d'une démocratie de l'abstention !

NOUS CONTACTER



Elise Renaudin, directrice déléguée
26 bis rue de Château Landon
75010 Paris
Tél : 01 40 36 01 01
Email : pole.national@afev.org

PRESSE :
Magali de Exposito, chargée de communication
Tél : 06 25 15 55 45
Email : communication@afev.org